

# Préparation 40eme Congres PCF Juin 2026

Contribution Section de Figeac 46100 (rédigée par Michel Dauba)

Objet : Partie III de la base commune : « les batailles électorales de 2026 ».

Nous partageons (mais sans que soit nécessaire un texte alternatif pour faire prévaloir les novations récentes du parti en matière économique) les remarques générales des auteurs du texte « *résister pour construire* », en particulier celles selon lesquelles le texte soumis au Congrès donne une part trop dominante aux considérations électorales (voire électoraliste) de la conjoncture nationale présente... Encore doit-on voir de manière critique la partie III elle-même du projet, intitulée : « *Les batailles électorales de 2027* », largement insuffisante, car essentiellement centrée sur les acquis du Parti à sauvegarder lors des législatives, en termes de circonscriptions et d'élus, marginalisant la Présidentielle qui reste l'élection essentielle dans l'actuel système institutionnel de notre pays.

Lors du débat du CN ayant abouti au texte soumis au Congrès, une partie du projet soumis initialement a été retirée et donc ne figure pas dans le projet de « base commune » mis en débat : elle donnait notre analyse critique des positions des différentes forces dites « de gauche », susceptibles, malgré la bataille lamentable du leadership entre LFI et le PS, de se rassembler de manière à éviter le succès du RN à la Présidentielle (voire en annexe le rappel de l'extrait) .... Nous regrettons ce retrait, que ne compense pas du tout la partie III.

S'il fallait résumer cette Partie III, ce serait : avoir un projet communiste de rupture pour la France ; avoir une candidature communiste à la Présidentielle pour le faire connaître ; avoir un accord d'union avec les autres forces de gauche pour préserver, voire faire croître notre nombre d'élus aux législatives qui suivront la présidentielle.

Nous ne pouvons nous défaire à si bon compte de nos responsabilités en matière d'union, face au risque de victoire désastreuse du RN et relativement à la bataille liquidatrice de leadership entre LFI et PS quant à savoir qui détiendra les clefs du camion..... Le pire serait (comme l'indique le résultat peu probant des accords de second tour aux municipales), un regroupement de second tour autour de l'un des candidats de ces deux forces, arrivé en tête au premier.

Notre Parti a toujours su, au cours de son histoire (1936, le CNR, le Programme Commun et les participations gouvernementales de fin du XXème, le NFP etc), faire passer l'intérêt du peuple (droits et acquis sociaux pour l'essentiel) avant nos intérêts d'organisation (nous l'avons même payé cher sur les dernières cinq décennies).

**Dans le même esprit nous devons, dans la conjoncture d'aujourd'hui :**

1 Dénoncer la responsabilité conjointe de LFi et du PS rendant impossible l'union pourtant indispensable en vue d'une présidentielle ou le RN menace d'arriver au pouvoir.

2 Refuser d'avoir à choisir entre un JL Melenchon (que nous critiquons de bien des aspects sans ignorer les motivations politiciennes des campagnes médiatiques menées contre lui et son organisation), et un PS tiraillé entre partisans d'une primaire (qui ne retire rien à la prétention hégémonique sur la gauche) et partisans, soit d'un retour aux options hollandistes suicidaires ou à l'aventure atlantico-centriste d'un Gluksmann.

3 Dire clairement que pour être crédible, l'union doit se réaliser sur la base d'un projet de rupture, et très en amont de l'élection, soit au plus tard à l'automne 2026 pour éviter de donner le sentiment de tambouille de second tour entre gens qui ne sont d'accord sur rien.

**Et c'est seulement dans un second temps que l'on peut, sans apparaitre passer l'union au compte des pertes et profit et s'accommoder du risque du RN au pouvoir, avancer l'idée que, par défaut notre Parti prendra ses responsabilités avec une candidature communiste, et avec la volonté, dans l'intérêt du peuple, d'une forte présence de députés communistes à l'Assemblée Nationale, sur la base de propositions que nous ne renonceront pas à faire connaitre dans tous les cas de figure.**

**Ci-dessous: le passage initial soumis au CN puis retiré de la base commune**

Lignes 306 à 346 du projet initial.

**Proposition Section Figeac : réintroduire ce texte en début de partie III de la base commune, suivi d'une reprise des idées de notre contribution.**

« Le PS demeure prisonnier d'une politique qui refuse de rompre clairement avec ce passif, au nom d'un pseudo-réalisme économique et de la crédibilité institutionnelle, une logique plus intenable que jamais dans la nouvelle étape de la crise du capitalisme. Or, c'est le point cardinal du défi de la gauche, c'est seulement sur des perspectives transformatrices et sur sa reconstruction au service du monde du travail et des catégories populaires qu'elle peut vaincre. Le PS s'y refuse.

Les Écologistes se heurtent à une difficulté du même ordre. Leur projet, aujourd'hui, laisse largement le champ libre à des politiques capitalistes faute d'assumer une rupture nette. Ils restent en effet pris en étau entre, d'un côté, une perspective décroissante instrumentalisée en exigence dogmatique, de l'autre, un modèle d'adaptation de l'écologie au capitalisme. Dans les deux cas, ils s'éloignent d'une perspective d'émancipation en multipliant les injonctions individuelles et les postures moralisatrices.

La France Insoumise, concentrant sa stratégie sur un leader s'adressant à des affects très hétérogènes dans une société atomisée, est parvenue, de son côté, à susciter une mobilisation importante d'une partie de la jeunesse et des catégories populaires. Son objectif est d'agréger des demandes diverses, comme autant de parts de marché électorales, en un "peuple" opposé à une "élite" montrée comme responsable des maux sociaux. En donnant la priorité aux affects plutôt qu'à la reconstruction d'une conscience de classe, en concentrant son intervention sur les grands centres urbains et un certain nombre de quartiers populaires, elle ignore les attentes d'autres territoires populaires. En conjuguant cette stratégie avec un discours communautariste au nom de l'affirmation d'une "nouvelle France", avec des outrances flirtant parfois avec l'antisémitisme, la France insoumise conduit une politique qui divise tous ceux et toutes celles qu'il faudrait unir dans le combat pour le dépassement du capitalisme. Cette dynamique s'appuie sur l'affaiblissement historique du mouvement ouvrier organisé et des forces de gauche. Si elle a jusqu'ici permis au mouvement "insoumis" de se constituer un socle électoral significatif, elle ne garantit ni la cohérence ni la radicalité des mesures envisagées pour affronter et remettre en cause la domination du capital. La stratégie de LFI constitue aujourd'hui un obstacle au rassemblement de notre classe et à l'édification d'une dynamique majoritaire en capacité d'inverser le rapport de force, condition indispensable pour faire face à la progression de l'extrême-droite et ouvrir un chemin d'espoir.

Ces différentes forces portent une conception verticale du changement largement déléguée à des représentants institutionnels, en particulier à la figure présidentielle, en décrédibilisant les possibilités transformatrices de l'implication populaire. Elles privilégient la seule conquête électorale de l'appareil d'État, sans penser la conquête du pouvoir sur la production et l'affranchissement de la société de l'emprise du capital.

En demeurant prisonnière de ces deux seules offres politiques, qui entretiennent les divisions entre travailleurs, la gauche restera structurellement minoritaire, en rupture avec sa base sociale historique. »